Rapport de la commission des arts et de la culture chargée d'examiner la motion de MM. Georges Breguet et Roger Deneys, renvoyée en commission le 13 octobre 1999, intitulée: «Pour une gestion plus dynamique des produits de savoir et du patrimoine immatériel de la Ville de Genève».

Rapporteure: M^{me} Virginie Keller Lopez.

I. Préambule

La commission des arts et de la culture s'est réunie les 16 mars, 13 avril, 11 mai, 17 mai, 15 juin, 14 septembre, 28 septembre et 12 octobre 2000, pour étudier cette motion sous les présidences de M. André Kaplun et de M^{me} Marie-France Spielmann. La rapporteure remercie M^{me} Marie-France Perraudin qui a assuré la prise de notes de ces séances.

La complexité des interventions de toutes les personnes auditionnées ne sera certainement pas retracée de façon exhaustive dans ce rapport et je recommande aux personnes passionnées par ce sujet de lire les notes de séances de la commission.

Par ailleurs, je souhaite présenter mes excuses aux motionnaires pour le retard du présent rapport et les remercier pour leur patience et leur ténacité qui font qu'aujourd'hui ce rapport a quitté l'état virtuel pour pouvoir enfin être discuté en séance plénière...

II. Texte de la motion

Considérant:

- que, selon l'Unesco, l'économie de l'immatériel a quatre grandes composantes:
 - les technologies de l'information et des communications, ainsi qu'Internet;
 - la propriété intellectuelle, qui ne comprend pas seulement les brevets et les copyrights, mais aussi, quand on la prend dans un sens large, les noms déposés, les marques, la publicité, les services, le conseil, ainsi que l'éducation;
 - les bibliothèques et les banques de données électroniques, ainsi que l'audiovisuel au sens large;
 - les bibliothèques et les banques de données traditionnelles.

Remarquons que ces quatre domaines sont ceux dont la croissance est la plus forte dans les économies modernes que ce soit en termes de valeur ajoutée ou d'emploi.

- que la Ville de Genève est richement dotée en institutions et possède un très important patrimoine immatériel (par exemple: les manuscrits et les incunables de la Bibliothèque publique et universitaire, l'herbier des Conservatoire et Jardin botaniques, les gravures du Cabinet des estampes, les photographies du Centre d'iconographie genevoise, les collections scientifiques du Muséum d'histoire naturelle, les enregistrements d'ethnomusicologie du Musée d'ethnographie, etc.); qu'il ne semble pas y avoir une politique claire sur ce sujet entre les différents départements, voire à l'intérieur des différents services ou institutions des départements,

le Conseil municipal invite le Conseil administratif:

1. à faire un inventaire détaillé du patrimoine immatériel de la Ville;
2. à définir le plus rapidement possible une politique commune entre ses différents départements, devant conduire à une meilleure gestion de l'économie de l'immatériel dont les buts politiques généraux seraient:
 - dans le domaine culturel non lucratif, un accès libre et gratuit, dans la mesure du possible, de ce patrimoine à l'ensemble de la population;
 - dans le domaine lucratif, à une augmentation importante des recettes directes ou indirectes induites par ce patrimoine;
3. à rendre compte régulièrement au Conseil municipal, par l'intermédiaire de la commission de l'informatique et de la communication:
 - du volume des consultations des documents libres d'accès;
 - des produits de savoir et du patrimoine immatériel de la Ville dans sa gestion.

III. Travail de la commission

Séance du 16 mars 2000

Lors de leur audition, les motionnaires soulignent la nécessité de déterminer une politique municipale concernant l'utilisation des nouvelles technologies. Pour le dépôt de cette motion, ils se sont inspirés d'une publication de l'Unesco (annexe 1).

Les motionnaires précisent les deux aspects distincts à traiter dans la motion:

- a) La question de l'accessibilité des documents au public à travers les nouvelles technologies et des choix à faire sur ce qu'on rend accessible ou pas et comment.

- b) La question de la valorisation commerciale de ce que la Ville détient en sa possession et la question des droits à percevoir sur l'utilisation des informations que la Ville met à la disposition du public. (Par exemple, on s'est aperçu que des documents très rares de la Bibliothèque publique et universitaire (BPU) et disponibles sur le site sont utilisés pour un usage lucratif.)

La commission relève l'intérêt de la motion, la complexité du domaine ainsi que l'ampleur de la tâche.

Les motionnaires proposent qu'une enquête soit effectuée auprès de toutes les institutions de la Ville afin de connaître les différentes manières de traiter ces questions. Ensuite, il faudrait pouvoir créer un groupe de travail regroupant des représentants politiques, des informaticiens, des responsables d'institutions et de départements pour pouvoir élaborer une politique commune et cohérente en tenant compte des possibilités financières de la Ville.

Séance du 13 avril 2000

Afin de se rendre compte plus concrètement des problèmes soulevés par la motion, la commission a auditionné plusieurs personnes et services concernés par la motion.

Audition de M^{me} Catherine Santschi, archiviste d'Etat

M^{me} Santschi souligne que les éléments cités dans la motion ont un caractère tout à fait «matériel», que la question de leur stockage est très importante et que la collaboration entre la Ville et l'Etat est absolument nécessaire dans ce domaine.

En ce qui concerne la mise à la disposition du public de ces «éléments matériels» par le biais des nouvelles technologies, M^{me} Santschi relève qu'un immense travail est déjà réalisé par les musées, la BPU, les cercles privés (Amis du Musée d'art et d'histoire (MAH) et du Musée d'ethnographie) et les sociétés (d'histoire et d'archéologie, société auxiliaire des archives), etc. On pourrait faire plus, mais cela doit être évalué financièrement. Elle pense qu'il faudrait une collaboration avec les privés, car la Ville et l'Etat ne peuvent pas tout prendre en charge. Elle doute qu'une politique générale soit souhaitable et pense qu'il vaudrait mieux mettre en valeur le travail déjà réalisé.

Concernant la question des recettes possibles, cela accroîtrait la charge de travail et il faudrait donc créer des postes. Il n'est donc pas sûr que le chiffre des recettes augmente.

M^{me} Santschi souligne les synergies qui existent déjà, la collaboration en réseau entre les bibliothèques et les fréquents contacts au niveau privé et officiel entre les institutions.

Concernant la question des droits d'auteur, M^{me} Santschi reconnaît l'importance du problème et rappelle que l'OMPI (Organisation mondiale de la propriété intellectuelle) se penche actuellement sur la question. Elle remarque que les frais de photocopies de certains documents peuvent couvrir une petite partie des frais de restauration et de conservation des documents. Elle rappelle également que certains responsables de l'administration émettent parfois l'idée que l'accès aux archives ne soit plus gratuit. Elle souligne la difficulté à évaluer financièrement les archives, celles-ci ne sont pas des collections, elles ne font pas partie du marché et ne sont donc pas assurées.

Un commissaire souligne que l'accès aux archives est gratuit, mais que les photocopies sont très chères (parfois jusqu'à 10 francs la pièce), la digitalisation des documents permettrait de mettre les données sur Internet.

M^{me} Santschi confirme que l'introduction de ces techniques (la photographie et le numérique) permet de protéger les documents originaux qui sont ainsi moins souvent manipulés. Elle permettra également de décharger les salles de lecture. Les questions de droits d'auteur et d'émolument ne seront pas résolues pour autant. De plus, l'informatique pose aussi des problèmes de conservation et de relecture, les disques durs changent, les technologies évoluent rapidement.

Concernant la question de la compatibilité entre les différents services de l'Etat et la Ville, M^{me} Santschi conseille à la commission d'entendre un informaticien. Elle confirme que la Ville a adopté un autre système que l'Etat et qu'il y a eu parfois des craintes par rapport à un seul système qui regrouperait toutes les informations.

Audition de M. Rodolphe Spichiger, directeur des Conservatoire et Jardin botaniques

M. Spichiger relève l'intérêt de la motion qui pose des questions fondamentales concernant la question de la propriété intellectuelle des bases de données. Dans le domaine de l'environnement, ces questions sont plutôt bien définies au niveau international, national et régional, mais elles posent encore problème concernant par exemple l'utilisation de données sur les plantes: peut-elle être illimitée? Novartis peut-elle utiliser toutes ces données et quelles seront les retombées pour les pays du Sud d'où proviennent certaines plantes? Comment répondre aux entreprises privées qui sollicitent de plus en plus les grands conservatoires? Quel partenariat instaurer entre les multinationales et les divers organismes qui travaillent dans le domaine de l'environnement?

Concernant la Ville de Genève, M. Spichiger souligne la qualité de la gestion des bases de données (système Musinfo), mais il souhaiterait une discussion sur la manière de gérer les échanges d'informations entre l'Etat et la Ville. Actuelle-

ment, cela se fait sous forme de troc, mais la Ville ne facture pas ses prestations alors que l'Etat les facture.

Concernant la sécurité et la protection des données, il y a encore beaucoup à faire. Le WWF et l'Union internationale pour la conservation de la nature mettent en place des procédures contre le biopiratage, et les multinationales les respectent en général. L'accès aux informations est soumis à enquête et il faut parfois l'accord du gouvernement concerné. M. Spichiger souligne la tradition de relation Nord-Sud et la relation privilégiée qu'il entretient avec l'Amérique du Sud concernant le maintien de la biodiversité et l'échange d'informations.

M. Spichiger souligne qu'il y a encore du travail en ce qui concerne la définition entre le public et le privé. Le Jardin botanique pourrait être considéré comme un institut fixant les normes d'éthique. Il fera parvenir à la commission les directives existantes (annexe 2). Concernant le travail de la commission, M. Spichiger relève que la commission pourrait proposer des normes pour les relations entre la Ville et l'Etat et le privé (vente des données, échanges, dons). Elle pourrait décider de ce qui peut être mis sur Internet. Par exemple, le Jardin botanique détient la base de données de toutes les espèces de la Suisse; que faut-il faire de cette base?

Concernant les éventuelles recettes financières, M. Spichiger souligne qu'on ne peut pas laisser les entreprises utiliser gratuitement des données dans un but lucratif, elles doivent participer également au sauvetage de la diversité biologique. Il existe des conventions et des ethnobotanistes spécialisés dans la connaissance des richesses matérielles et des richesses de savoir des pays du Sud. On pourrait imaginer que le Jardin botanique soit une sorte de société générale de surveillance.

Séance du 11 mai 2000

Audition de M. Didier Grange, archiviste de la Ville

M. Grange remarque que selon lui l'idée de patrimoine signifie toujours un support matériel et que, dans le cas de cette motion, il s'agit du domaine virtuel.

M. Grange relève les deux objectifs de la motion: d'une part la question du traitement des données et d'autre part la mise à disposition de ces données (sous forme de bases de données, de sites web ou de CD-Rom).

M. Grange souligne qu'il faut: définir le contenu que l'on souhaite diffuser; réfléchir sur la coordination des productions; mettre en place des normes de sécurité pour éviter que les données soit modifiées; résoudre le problème des droits d'auteur et, avant tout, il faut réfléchir aux moyens financiers que l'on veut libérer pour ces réalisations.

Il rappelle que la Ville possède actuellement environ 2 km linéaires d'archives (sans compter les films, les vidéos et les supports électroniques), alors qu'il y a environ 740 m de conservation possible, et il y a encore environ 2 km d'archives qui sont dans les services. L'enjeu actuel consiste à créer des inventaires de ces archives et des inscriptions qui pourraient ensuite être mis sur le site web. Il y a un grand retard dans l'archivage, le Service des archives a été créé en 1986, alors que la Ville existe depuis 1842. Il n'est pas question de numériser toutes les archives mais plutôt de savoir ce que l'on possède. Actuellement, le site web présente le contenu du fonds et le service. Pour l'instant, la préoccupation première est celle de la conservation, celle de la diffusion vient ensuite. M. Grange fait part de ses soucis concernant les archives électroniques qui ne sont pas sur papier: comment faire pour les conserver?

M. Grange pense que la motion va dans le bon sens, mais que sa mise en application nécessitera des moyens accrus en personnel et entraînera des contraintes pour les services.

Concernant la numérisation des documents souvent utilisés pour éviter les photocopies, M. Grange explique que la Ville a relativement peu de documents souvent utilisés. La Ville utilise le microfilmage des documents importants, comme les dossiers du Conseil administratif ou les actes et les conventions. Mais la Ville ne possède pas d'appareil à transférer les microfilms sur le numérique. Il rappelle que la commune est une institution récente et que la Ville ne possède pas beaucoup de documents anciens. Il est par ailleurs interdit de photocopier les documents des années précédant 1850. Concernant la numérisation, cela pourrait être intéressant pour les documents iconographiques, les photographies, les cartes et les plans.

M. Grange relève que le budget du service est de 40 000 francs, qu'il y a un archiviste à plein temps, deux secrétaires à mi-temps et une personne à 70% relevant du Fonds social. Un montant de 9000 francs peut être attribué à des emplois temporaires. Il existe également une ligne pour des étudiants employés en été et des stagiaires.

Les archives de la Ville sont surtout utilisées par des étudiants pour des mémoires ou des thèses. Un séminaire d'histoire économique et un séminaire d'histoire municipale sont proposés à l'Université. Un mémoire est actuellement en cours sur le thème de la fusion des communes en 1931! Il y a environ 800 utilisateurs par année des archives de la Ville.

Concernant l'utilisation du Service des archives par le public, M. Grange a fait parvenir à la commission un document (annexe 3) très complet.

En ce qui concerne la collaboration entre la Ville et l'Etat, M. Grange explique que l'on va vers une uniformisation du système. Au niveau international,

une norme appelée ISADGE existe, mais l'Etat utilise un autre système (base de données Basis). La Ville n'a pas encore fait l'acquisition de ce type de logiciel.

Séance du 17 mai 2000

Lors de cette séance, la commission a pris connaissance d'un courrier de M. Roehrich, directeur du département des affaires culturelles, qui informe la commission que le conseiller administratif Alain Vaissade ne souhaite pas être auditionné sur cette motion, car il ne pourrait rien amener de plus que ce qui a été discuté jusqu'alors dans la commission (annexe 4).

Séance du 14 septembre 2000

Audition de MM. Pierre Roehrich, directeur du département des affaires culturelles, et Pierre-André Loizeau, directeur adjoint aux Conservatoire et Jardin botaniques

Les motionnaires souhaitent préciser le sens de «patrimoine immatériel» comme étant l'ensemble des droits qui découlent de la nature d'un objet: droits de reproduction, de diffusion, etc.

M. Roehrich rappelle les soucis du département concernant la gestion de ce patrimoine immatériel et la complexité de cette gestion. Il donne quelques éléments:

- Une partie du patrimoine municipal est clairement exposé au pillage. Les systèmes de reproduction, photocopie, scannage, permettent de se servir des données sans qu'il y ait un véritable contrôle possible.
- Des travaux sur des collections sont réalisés par des chercheurs, souvent universitaires. Ces travaux, articles ou ouvrages mettent en valeur le patrimoine.
- Le souci de vulgarisation existe. Il passe en général par des expositions. En refusant par votation de payer l'entrée des musées, la population a refusé une certaine mise en valeur du travail de conservation, du travail scientifique, de l'accrochage, etc.
- L'informatisation de la collection a commencé en 1994. Elle permet une connaissance plus rapide de tout de qui existe. Mais on est loin d'avoir tout inventorié. Ces inventaires permettent une meilleure gestion administrative et scientifique des collections. Il faudra imaginer un système de diffusion avec des niveaux d'accès divers, pour le public, les chercheurs, etc. La Ville n'a pas encore les moyens techniques de mettre un tel système en place.

Il fait part à la commission de la difficulté pour la Ville de «garder» ses informaticiens qui sont sollicités par les entreprises privées et finissent par quitter les services de la Ville. Le travail sur cette question demande une équipe stable qui travaille à long terme.

M. Loizeau confirme que le monde scientifique discute de la question de la restitution des données. Actuellement, le scientifique utilise Internet comme un outil de travail mais pas encore pour valoriser son travail auprès du grand public. Cela coûte très cher (par exemple, le CD-Rom du Louvre qui a coûté plusieurs millions).

L'herbier et la bibliothèque du Conservatoire et Jardin botaniques produisent un savoir immatériel qui est d'une certaine manière vendu sous forme d'échanges avec d'autres institutions scientifiques.

Concernant Musinfo, un conseil réunit les directeurs des grands musées (Musée d'ethnographie, MAH, Muséum et Conservatoire et Jardin botaniques) auxquels se sont ajoutés la BPU et actuellement le Fonds d'art contemporain. Le but est de créer une synergie et une base de données commune pour des objets semblables.

Concernant la mise des données à la disposition du grand public, M. Roehrich confirme l'intérêt de la Ville à diffuser son patrimoine mais soulève la question des moyens financiers qu'exige la mise en place de cette diffusion, c'est un travail immense, nouveau qui nécessite des postes, de nouveaux profils professionnels, une grosse infrastructure.

Séance du 28 septembre 2000

Discussion finale

Les motionnaires informent la commission que plusieurs institutions telles que les Hautes Ecoles spécialisées mènent des réflexions sur ces questions et que la Ville pourrait collaborer à ces discussions. Ils notent également qu'il existe en France un catalogue des CD-Rom français et que, dans ce domaine, les musées se regroupent pour en éditer.

Un commissaire remarque que le souci de diffusion doit prévaloir sur le souci de protéger, cela d'autant plus qu'en diffusant on protège les œuvres matérielles.

Un autre commissaire tient à mettre la commission en garde sur les questions de protection qu'il ne faut pas mettre de côté.

Les commissaires sont dans l'ensemble d'accord sur l'intérêt de la motion, mais ils restent perplexes sur son application concrète. La question des moyens

d'application est importante. La Ville ne semble pas avoir les moyens en personnel et en technique. Il faudrait évaluer le fonctionnement de la Direction des systèmes d'information. Certains commissaires proposent de laisser de côté la question de l'inventaire pour demander au Conseil administratif d'établir un plan de travail, évaluer le travail à effectuer et proposer des modèles.

Un nouveau projet de motion sera discuté lors de la prochaine séance.

Séance du 12 octobre 2000

Décision et vote

Un nouveau projet de motion est présenté par les motionnaires et voté à l'unanimité par la commission.

PROJET DE MOTION AMENDÉE

Le Conseil municipal invite le Conseil administratif à présenter au Conseil municipal un plan prospectif sur la gestion du patrimoine immatériel de la Ville de Genève.

Ce plan devrait:

- définir les grands axes de la politique à long terme de la Ville en la matière;
- planifier l'avancement des travaux et des investissements nécessaires en ressources humaines et en matériel permettant, entre autres, de faire l'inventaire détaillé du patrimoine immatériel et de ses divers usages;
- stimuler une politique commune des différents départements de la Ville sur ce sujet.

Ce plan devrait respecter deux buts de politique généraux:

- dans le domaine culturel non lucratif, favoriser un accès libre et gratuit;
- dans le domaine lucratif, tendre vers une augmentation des recettes directes ou indirectes induites par ce patrimoine.

Annexes mentionnées